

XAVIER PLOQUIN

Ancien conseiller en charge de l'énergie, de l'industrie et de l'innovation au sein du cabinet du ministre d'État, ministre de la Transition écologique et solidaire

Patrick NICOLET

En France, un excellent ouvrage récemment publié, intitulé *Le climat après la fin du mois*, soulève la question des priorités contradictoires avec lesquelles nous devons composer. Notre prochain intervenant, Xavier Ploquin, développera ce point. Xavier est un ancien conseiller en charge de l'énergie, de l'industrie et de l'innovation au sein du cabinet du ministre de la Transition écologique et solidaire. Merci de nous présenter votre point de vue.

Xavier PLOQUIN

Bonjour à tous. Comme James, je parle en mon nom et j'exprime mon opinion et non celle du gouvernement français. Je vais vous parler aujourd'hui de l'approche de la France en matière de lutte contre le changement climatique, des difficultés rencontrées et de la solution novatrice et démocratique que nous avons essayé de trouver.

Tout d'abord, je tiens à rappeler que la France compte parmi les meilleurs élèves en matière d'émissions de CO₂. L'économie française peut produire 1 dollar avec 200 grammes de CO₂, alors que les États-Unis en utilisent 400 et la Chine 600. C'est un bon résultat, et si on met tout bout à bout, on voit que les émissions nationales diminuent. Les Français émettent six tonnes et demie de CO₂ par an, ce qui est plus que la moyenne mondiale, qui se situe entre quatre et cinq. Cependant, si on observe l'empreinte carbone des Français, on peut voir qu'elle n'a cessé d'augmenter et qu'elle s'est, au mieux, stabilisée. Qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie que les Français sont riches, ils consomment beaucoup, ils consomment beaucoup de biens importés qui émettent du carbone ailleurs. Cela signifie que, très probablement, les Français n'ont même pas remarqué les efforts déployés en matière de réduction des émissions ces 20 dernières années. Cela signifie qu'ils devront davantage tenir compte des changements à l'avenir car cela impliquera des changements de comportements.

La France a un plan. Le programme politique du Président Macron prévoyait un plan climat, lequel a été adopté en 2017. Il y a beaucoup de choses dans ce plan, je dirais donc simplement qu'il conduit à l'adoption de la neutralité carbone à l'horizon 2050, ce qui représente un énorme pas en avant. Il met également fin, par exemple, à l'exploration et à la production de pétrole et de gaz sur le territoire français. C'est une mesure surtout symbolique, mais cela signifie que nous devons laisser le carbone sous terre si nous voulons mettre un terme au réchauffement climatique. Il se décline en différents plans, un plan énergétique pluriannuel ainsi qu'une stratégie nationale à faible émission de carbone qui sert de feuille de route vers la neutralité carbone. C'est tout sauf une route de campagne tranquille ; cela s'apparente plutôt à un saut du haut d'une falaise. Cela signifie zéro carbone pour la production d'énergie, zéro carbone pour les transports, zéro carbone pour le logement et le chauffage, un peu de carbone pour les processus industriels. Cela signifie aussi que nous devons nourrir plus de personnes avec la moitié des émissions de carbone que nous utilisons aujourd'hui pour nourrir 60 millions de personnes.

Il s'agit là d'un changement radical et les Français le remarqueront et c'est là que réside la difficulté. Le plan comportait également de nombreux leviers dans des secteurs tels que l'énergie, les transports, le bâtiment, je ne vais pas tous les énumérer ici, mais il y avait une pierre angulaire : la taxe carbone. Le Parlement a voté une augmentation annuelle de 10 euros par tonne de CO₂ à partir de 2017, avec un objectif de 100 euros. Cela signifie une augmentation annuelle du prix de l'essence d'environ 0,03 euro le litre. Cela peut vous paraître peu, mais cette mesure était censée envoyer un signal de l'engagement de la France en faveur de la décarbonisation de notre économie. Ce signal s'est avéré en fait l'élément déclencheur de grandes manifestations. Vous avez peut-être entendu parler de la crise des gilets jaunes, qui a commencé en octobre 2018, à peu près au moment où le Parlement a adopté la loi de finances. Les gens ont enfilé les gilets jaunes qu'ils avaient dû acheter pour des raisons de sécurité il y a une dizaine d'années et ont commencé à occuper les ronds-points partout dans le pays pour exprimer de nombreuses revendications concernant surtout, dans un premier temps, les automobilistes. Principalement la taxe carbone, mais aussi les

limitations de vitesse et d'autres restrictions. Il s'agissait d'un mouvement pacifique approuvé par environ 70 % des Français. Il s'est durci en novembre avec des manifestations tous les week-ends. Tous les samedis, des manifestations avaient lieu dans plusieurs villes de France, avec parfois des milliers, voire des dizaines de milliers de personnes. Certaines n'étaient pas pacifiques et on a pu voir des « black blocs » parmi les manifestants. Cela a entraîné des violentes réactions, et après trois mois de manifestations, le 4 décembre, le Premier ministre a mis fin à l'augmentation de la taxe carbone et moins d'une semaine après, le Président a annoncé de nouvelles mesures en faveur du pouvoir d'achat, d'un coût d'environ 10 milliards d'euros.

Tout a commencé par une faible augmentation de la taxe carbone et on se retrouve sans augmentation de la taxe carbone et avec une hausse du pouvoir d'achat, ce qui pourrait se traduire par une augmentation de l'empreinte carbone. Quelles sont les solutions ? Dans le même temps, nous avons aussi été témoins de manifestations pour le climat, avec une mobilisation massive des jeunes. Des sondages ont montré que la question du changement climatique prend de plus en plus d'importance et qu'il s'agit de l'une des principales préoccupations. Par ailleurs, aux élections européennes, le parti des Verts est arrivé en troisième position, largement devant les partis traditionnels de gauche et de droite. Tout laisse à penser que les gens veulent lutter contre le changement climatique, surtout les jeunes, mais ils refusent toute forme de taxation.

Cela a conduit le gouvernement à créer trois nouvelles structures novatrices qui renouvellent le processus démocratique en France. Ces trois structures sont les suivantes. Premièrement, le Haut Conseil pour le climat, composé de 12 scientifiques qui sont indépendants du gouvernement et qui n'hésitent pas à critiquer publiquement la politique budgétaire. Ils restaurent la confiance dans le système, car nous nous sommes rendu compte que les Français ne faisaient plus confiance au gouvernement sur ces sujets et qu'il était nécessaire d'externaliser cela. C'est l'équivalent en fait du *Committee on Climate Change* (CCC) britannique. Nous avons créé une autre structure de gouvernance qui est le Conseil de défense écologique, l'équivalent au Royaume-Uni du *Defense Council*, le Conseil de la Défense : les ministres se réunissent autour du président de la République, tous les deux mois dans le but de raccourcir le processus décisionnel en matière de transition écologique. Je pense que le constat est le même dans tous les pays : les ministres de l'écologie et de l'agriculture ne parviennent jamais à s'entendre sur quoi que ce soit. Ils doivent désormais trouver un terrain d'entente tous les deux mois, et quelques décisions difficiles ont déjà été prises au sein du Conseil de défense écologique. La dernière solution, et probablement la plus innovante, est la Convention des citoyens. 150 citoyens représentatifs de la société française en termes d'âge, de diplômes et de géographie ont été tirés au sort. Ils ont six mois, à raison d'un week-end par mois, pour travailler et s'informer des tenants et aboutissants du changement climatique. À l'issue de ces six mois, ils délibéreront sur les mesures à prendre et le président Macron s'est engagé à ce que ces propositions soient directement soumises, soit au vote du Parlement soit à référendum s'il s'agit de quelque chose de réellement important. Cela fonctionnera-t-il ? Je l'ignore, mais je sais qu'elle s'inspire de la convention citoyenne irlandaise qui a conduit au droit à l'avortement et à l'abrogation du délit de blasphème, par exemple. Nous plaçons beaucoup d'espoir dans ce nouveau processus de décision démocratique et j'espère sincèrement aujourd'hui que nous pourrions discuter l'an prochain des bonnes solutions qui seront non seulement mises en œuvre, mais également acceptées par la population pour lutter contre le changement climatique, car elles auront été conçues sur mesure et seront représentatives du vrai peuple français. À l'année prochaine.

Patrick NICOLET

Merci Xavier. Nous avons parlé hier d'investissement durable et de nouvelles façons d'investir lors de nos discussions sur l'Amérique latine où l'écologie est un élément très important - cela dit, l'écologie est importante non seulement pour l'Amérique latine mais aussi pour le reste du monde.